

La voix de l'opposition de gauche

Le 8 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Au pays de la non-violence...

Message reçu du Consulat général de France à Pondichéry.

- L'annonce du décès, survenu ce jour, de M. KARUNANIDHI, leader politique et ancien Chief Minister du Tamil Nadu, ses obsèques et les hommages qui lui seront rendus pourraient donner lieu à des manifestations et affecter la vie quotidienne par des mesures d'ordre public décidées par les autorités locales (restrictions de mouvements et jours de deuil) en particulier au Tamil Nadu et à Pondichéry.

Le Consulat général de France recommande à la communauté française de se tenir informée, d'éviter les lieux de rassemblement et de limiter en tant que de besoin les déplacements au nécessaire.

Karunanidhi, homme d'affaire parmi les plus grandes fortune du Tamil Nadu (60 millions d'habitants où j'habite), mafieux, chef d'un gang à la tête duquel se trouve son fils, Staline (ce n'est pas une blague !), impliqué avec sa soeur dans plusieurs affaires de corruption, malversations, trafics, spoliation de terres, assassinats, etc. Staline a pris le relais de son père à la tête du DMK, un parti nationaliste tamoul. L'air patibulaire, Karunanidhi n'est jamais apparu en public sans ses lunettes noires. Il est décédé à l'âge de 95 ans, la pourriture a la peau dure !

Le tableau de l'été en images et en texte (de haut en bas en partant de la gauche).

Texte accompagnant l'image de la page d'accueil du portail.

- "Mimétisme ; Quand puritanisme féminin et putasserie font bon ménage ; Macron produit de la télé-réalité comme cette poufiasse, elle est à vendre en ce moment ; La farce... et à la trappe ! ; A la commission des lois ils papotent, rêvassent, se marrent bien ou s'emmerdent ! ; C'est le peuple syrien qu'il faut saluer pour son courage héroïque contre une coalition de 134 Etats et une horde de barbares ; Facebook impuissant même au Venezuela."

On sait que leur milieu et ceux qui gravitent autour est porté aux vices, à toutes les perversités, à la prostitution, à la traite des blanches.

Ils n'arrêtent pas de nous emmerder avec leurs histoires d'harcèlement sexuel, et ils nous montrent des seins et des culs, des corps dénudés, des formes provocantes à tire-larigot. Après avoir instauré le puritanisme de bénitier, ils ont fait la promotion de la pornographie qu'ils ont mis à la portée de tous avec Internet, et avec la crise du capitalisme, les salaires misérables et le chômage de masse ils ont transformé la société en un immense lupanar dont ils sont les premiers à tirer profit dans tous les sens du terme. Après avoir assimilé la femme à une sous-espèce de l'homme, les voilà qui décrètent qu'elle serait son égal quand ils n'inversent pas les rôles pour monter l'un contre l'autre, alors que la nature a fait en sorte qu'ils soient complémentaires.

Si les préjugés et le comportement que peuvent avoir certains hommes envers les femmes sont archaïques et détestables, ils en portent la responsabilité pour avoir maltraité les femmes pendant

des siècles ou plutôt des millénaires, depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe ou le passage au patriarcat qui a ravalé la femme à un statut inférieur du fait de sa fonction sociale procréatrice depuis que le développement des forces productives a permis de produire des marchandises au-delà des besoins des hommes et d'accumuler des richesses, du coup la valeur d'usage d'une femme a été supplanté par la valeur d'échange des marchandises produites par les hommes dès lors qu'elle permettait aux hommes d'accroître leur pouvoir, pour finalement instaurer une société qui leur accorderait des droits supérieurs à ceux des femmes.

Et quand les femmes furent mises à contribution pour produire certaines marchandises produites jusque là par les hommes, leur statut demeura longtemps inchangé, puis il évolua pour se rapprocher de celui des hommes mais sans jamais l'égaliser autrement que sur le papier, continuant en réalité d'être surexploitées, doublement exploitées, encourageant les hommes à conserver le même comportement de supériorité à leur égard, les mêmes préjugés qu'on leur reproche aujourd'hui.

Dans un grand nombre d'entreprises ou de fonctions les femmes rentrèrent en concurrence avec les hommes ou les remplacèrent, parce que les capitalistes en tiraient davantage de profit en sous-payant leur force de travail.

Depuis l'époque où les femmes étaient vendues à la foire aux esclaves jusqu'à nos jours, rien n'a fondamentalement changé puisque le rapport de dominant à dominé qui caractérise le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme n'a jamais cessé d'exister ou continue de se reproduire à tous les échelons de la société.

Ce qui ressort de cette brève analyse, c'est que les hommes et les femmes ont toujours été soumis au même rapport de dominant à dominé qui a pour origine les inégalités sur lesquelles repose le mode de production capitaliste et qu'il ne disparaîtra qu'avec lui, puisque les bases de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de l'exploitation de la femme par l'homme auront disparu.

Dès lors, la nouvelle société à laquelle nous aspirons sera bâtie non pas sur le principe d'égalité, puisque la nature a fait en sorte que l'homme et la femme ne soient ni égaux, semblables ou comportent des fonctions spécifiques à chacun, mais sur un principe qui intègre l'ensemble de ces particularités de manière à ce que les besoins ou aspirations de l'ensemble des hommes et des femmes soient satisfaits cette fois sans discrimination, après qu'ils eurent cessé d'être en concurrence ou de s'affronter au travers de rapports devenus obsolètes et qui disparaîtront naturellement.

7 800 000 c'est beaucoup plus (dangereux) que le RN (ex-FN).

- Le tweet du Monde qui a lancé l'affaire Benalla a été diffusé aux... 7 800 000 abonnés du Monde ! - Les-cris.es.fr

En réalité, cela signifie que Macron bénéficie de beaucoup plus de soutiens que ce que l'on nous raconte...

Etat policier. Quand la population se transforme elle-même en agence des services du renseignement.

Un internaute - Facebook (avec seulement 23 000 salariés) ce sont les habitants de la terre entière qui renseignent cette base de donnée (avec enthousiasme).

Internet tombe sous le coup de la censure mondiale des GAFAM.

- La grande purge commence sur Internet - Réseau Voltaire 7 août 2018

En moins de douze heures, les géants de l'Internet ont supprimé tous les comptes du groupe Infowars et du journaliste Alex Jones, favorable au président Donald Trump.

Cette purge, qui fait suite à une audition de la Commission de la chambre des Représentants pour la Justice sur la censure d'Internet, a été coordonnée par Apple, Facebook, Google, Spotify et YouTube.

Toutes les vidéos d'Alex Jones ont été supprimées de la toile.

Cette décision a été prise au nom de l'idéologie puritaine qui affirme la responsabilité de chacun de s'opposer aux discours déviants. Elle contredit la conception états-unienne de la liberté totale d'expression, exprimée par le 1er amendement de la Constitution.

Des sociétés privées liées au Parti démocrate viennent de mettre fin à un principe fondateur des États-Unis, ainsi que nous l'avions anticipé, il y a deux ans : « Les États-Unis vont-ils se réformer ou se déchirer ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 octobre 2016. Réseau Voltaire 7 août 2018

Internet va s'avérer être d'ici quelques années, le plus formidable instrument de la dictature mondiale de l'oligarchie jamais conçu pour asservir les peuples. Avec cet épisode on n'est même pas encore au hors d'oeuvre, c'est plutôt de l'ordre de l'amuse-gueule, de la friandise qui ne touche que des couches marginales de la population. Personnellement je ne fréquentais pas le portail d'Alex Jones.

En complément.

- Edward Snowden estime que Facebook est une société de surveillance se présentant comme un réseau social - cnewsmatin.fr 19.03.2018

France. Le préfet de police de Paris auteur d'une fausse déclaration (fake news).

- Benalla. Le couple de la Contrescarpe n'a pas menti à la police - Liberation.fr 8 août 2018

Le contenu des réponses des services de police au procureur de Paris, qui avait demandé la raison pour laquelle le couple molesté par Alexandre Benalla le 1er Mai, place de la Contrescarpe, n'avait pas été interpellé, met à mal la déclaration du préfet de police de Paris Michel Delpuech. Ce dernier avait déclaré, devant la commission d'enquête parlementaire, le 23 juillet, que les deux jeunes gens n'avaient pas leurs papiers au moment de l'interpellation et qu'ils avaient fait état de «fausses identités», ce que la Sûreté territoriale dément. Liberation.fr 8 août 2018

Ils ont tous ou presque fait de fausses déclarations, à commencer par Macron et Collomb !

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- A Toulouse, une crèche provisoire pour protéger les familles à la rue de la canicule - Liberation.fr

- Migrants confrontés à la canicule : «Les conditions de vie sont extrêmes» - Liberation.fr

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? - Capital - 07.08

- L'armée suisse au secours des vaches frappées par la sécheresse - Reuters

- Grèce : des plongeurs se mobilisent pour sauver des hippocampes - euronews

Quelle excellente idée ! Pourquoi les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche soutiennent-ils l'immigration illégale ?

Grille de lecture.

Quand employeurs s'enquière du sort des demandeurs d'asile, des réfugiés, des migrants, des sans-papiers, c'est forcément qu'ils sont animés de bonnes intentions, qui oserait imaginer le contraire, franchement ?

Mais les esclavagistes et la pseudo-gauche et extrême gauche ne partagent pas les mêmes intentions diront les naïfs ou les crétins ? Là n'est pas la question. Cette question est faite pour nous détourner de l'essentiel, car ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais bien la réalité. On s'en tiendra donc à la réalité. Or la réalité, c'est un pays qui comptent des millions de travailleurs au chômage qui ne demandent qu'à travailler et qui ne trouvent pas de travail, parfois ou de plus en plus souvent parce que lorsqu'ils répondent à une offre d'emploi on leur propose des conditions de travail ou une rémunération misérables qu'ils refusent, et c'est parfaitement légitime. Du coup, ils restent au chômage et des centaines de milliers d'emploi demeurent disponibles. Il faut avoir à l'esprit que ces conditions de travail épouvantables ou cette rémunération misérables sont tout à fait légales. Là est la véritable question et pas ailleurs.

En conséquences le patronat fait pression sur le législateur pour qu'il leur permette d'embaucher une main d'oeuvre sans défense, taillable et corvéable à merci, composée de sans papiers, de migrants, de demandeurs du droit d'asile.

Pour rappel.

- Migrants : l'Allemagne crée des emplois... à 80 centimes de l'heure - europe1.fr 23 août 2016 (causerie du 2 août)

C'est de cela que se rend complice la pseudo-gauche et extrême gauche. Ils permettent au patronat de réaliser son rêve, ce qu'il ne peut pas imposer aux travailleurs du pays, il va pouvoir en bénéficier en recourant à la main d'oeuvre étrangère, à la limite, il n'aura même plus besoin de délocaliser pour profiter d'une main d'oeuvre à bas coût en Asie ou en Afrique, on va lui servir à domicile, sur un plateau.

La pseudo-gauche et extrême gauche instrumentalisent ces travailleurs immigrés, manipulent travailleurs et militants en avançant cette question pour faire oublier qu'ils refusent d'affronter le patronat et le gouvernement, qu'ils n'ont jamais eu sérieusement l'intention de proposer aux travailleurs une issue à la crise du capitalisme.

Pour bien comprendre la véritable nature de cette pseudo-gauche et extrême gauche, il faut également avoir à l'esprit qu'elles tiennent un double discours. D'un côté elles dénoncent les méfaits de l'impérialisme au Moyen-Orient ou ailleurs qui seraient la cause de cette immigration massive, et de l'autre elles supportent la politique de leur propre impérialiste d'une multitude de manières à des degrés divers, qui consistent à tenir un discours similaire justifiant une opération militaire quand elles ne la réclament pas, par exemple le NPA sur la Syrie, à ranger le gouvernement syrien sur le même plan que les barbares issus d'al-Qaïda, tous partis confondus pour le coup, jusqu'à refuser de rompre avec l'Otan qui participe à toutes guerres en Asie et en Afrique, l'ONU, par exemple FLI, le PCF...

En résumé, la pseudo-gauche et extrême gauche en dénoncent les causes et les conséquences, mais ne retiennent finalement que les conséquences en refusant de s'attaquer aux causes, ce qui les rangent dans le camp de la réaction. L'immense majorité des militants n'ayant pas grand chose dans la cervelle, cela leur suffit pour se dire ou se croire de gauche ou d'extrême gauche, ce qui

n'est évidemment pas le cas. Oui, quelque part aussi leur humanisme est la politesse des salauds, inconsciemment bien sûr, je précise.

- Faut-il faciliter l'embauche de sans-papiers dans la restauration ? Capital - 07.08

La recette miracle ? Face à une pénurie de main-d'œuvre, les restaurateurs et les hôteliers réclament aux pouvoirs publics de faciliter l'obtention des autorisations de travail pour les étrangers sans papiers. Bonne ou mauvaise idée ?

1. Un secteur en manque de main-d'oeuvre

Le secteur de la restauration est en crise, il connaît une pénurie de salariées : il y aurait "130.000 emplois à pourvoir dans le secteur de l'hôtellerie-restauration", constate Didier Chenet, président du Groupement national des indépendants (GNI) hôtellerie-restauration dans Le Parisien. À Thionville (Moselle), Bruno Clément, patron du restaurant gastronomique Les moulins bleus, souhaite recruter deux cuisiniers et un serveur pour son restaurant ; mais, il "passe à côté d'un chiffre d'affaires de dingue parce que je n'arrive pas à embaucher". Il estime quant à lui nombre le nombre de CDI à pourvoir à 50.000. En somme, selon Roland Héguy, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie la pénurie d'emplois, dans le secteur serait "historique".

2. Cela permettrait une meilleure intégration des migrants

"Les personnes qui viennent sur notre territoire ne sont pas venues pour demander l'assistance, elles sont venues pour avoir la liberté de construire leur vie", analyse dans Le Figaro Aurélien Taché, député En Marche du Val d'Oise, auteur d'un rapport en février 2018 sur l'intégration des étrangers. Sur RFI, Bruno Viguier, coordinateur du projet HOPE (Hébergement Orientation Parcours vers l'Emploi), qui aide les immigrés à se former à la langue et à un emploi, souligne que ces contrats "leurs permettent d'avancer vers l'autonomie", tout en apportant un "nouveaux souffle à ces secteurs".

1. Des mesures existent déjà

En réalité, une mesure existe déjà pour permettre aux immigrés de travailler légalement, même si "elle est souvent exceptionnelle et n'est pas automatique", précise Pierre Henri, directeur de France terre d'asile. En principe, cette autorisation est obtenue 6 à 9 mois après l'obtention du statut de demandeur d'asile. Cette autorisation de travail est valable 6 mois, et renouvelable jusqu'à la décision de Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), qui attribue le statut de réfugié. Quatorze familles de métiers, dits métiers ouverts, sont accessibles aux ressortissants non européens. Cette liste de métiers initialement créée en 2008, devait ouvrir le marché du travail français aux étrangers, pour combler la "pénurie de personnel dans certains secteurs", précise Le Figaro. Par ailleurs, cette liste est élargie pour certains pays. Les États-Unis, le Canada, le Maroc, la Tunisie ou encore le Sénégal "voient en effet leurs ressortissants autorisés à postuler à une centaine d'emplois en France".

2. La vraie solution serait de booster les formations et l'attractivité du secteur

L'embauche de migrants permettrait peut-être de juguler la pénurie de main-d'oeuvre, mais pas de répondre aux causes de ce manque de bras, en particulier le déficit de formation et le manque d'attractivité du secteur. "Les jeunes ne sont pas encouragés, lors de leur orientation à apprendre ces métiers. On les considère encore comme des métiers secondaires, ce qui est une hérésie. (...) Aujourd'hui, nous sommes face à une crise de recrutement. Les professionnels du secteur n'ont certainement pas fait ce qu'il fallait faire pour l'anticiper. C'est probablement une raison", déplore Hervé Bécam, vice-président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), dans Tourmag.com. Capital - 07.08

Les professionnels du secteur de l'hôtellerie, du bâtiment, etc. recourent massivement au travail au noir, sinon ils contournent ou violent la législation du travail en vigueur en toute impunité.

Ils ont de la suite dans les idées, la preuve.

- Faut-il faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile ? Capital - 20.02

Jusqu'à présent, un demandeur d'asile doit attendre 9 mois après l'enregistrement de sa demande par L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) pour pouvoir solliciter et obtenir une autorisation de travail. Dans un rapport remis lundi 19 février au Premier ministre Édouard Philippe et au ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, le député LREM Aurélien Taché souhaite faire passer ce délai de 9 à 6 mois. Alors, faut-il accélérer l'accès au travail des demandeurs d'asile ? À vous de juger.

1. L'intégration passe par le travail C'est toute la philosophie qui parcourt le rapport d'Aurélien Taché : faciliter l'accès au travail des demandeurs d'asile, c'est faciliter leur intégration en France. "La première chose que recherche un demandeur d'asile lorsqu'il arrive, ce n'est pas qu'on le mette dans un centre d'hébergement ou qu'on lui donne une allocation pour qu'on s'occupe de lui, c'est qu'on le laisse travailler", juge le député LREM dans les colonnes du Parisien. Une position que partage Nathaëlle Bricaut, conseillère en insertion professionnelle, interrogée par L'Express : "Les réfugiés veulent montrer leur reconnaissance en se rendant utile et éviter à tout prix de passer des mois au chômage", explique-t-elle.

2. Cela évite le travail au noir

Revers de la médaille pour les demandeurs d'asile qui ne peuvent pas encore travailler légalement : le travail au noir. "Un employeur peut recruter un demandeur d'asile ou un réfugié qui a obtenu un visa de séjour, tant que ses autorisations de travail sont en règle. Sinon, tous deux prennent le risque de tomber sous le coup de la loi du travail au noir", rappelle BFM TV. Par ailleurs, "l'absence de déclaration du salaire qui caractérise le travail au noir prive le travailleur de ses droits sociaux (pas de droits au chômage ni à la retraite puisque pour en bénéficier il faut cotiser à l'assurance chômage et à l'assurance vieillesse)", explique L'Humanité. D'autant que si, dans le même temps le demandeur d'asile bénéficie de l'Ada (allocation pour demandeur d'asile), cette aide peut lui être totalement coupée s'il a dissimulé un travail au noir.

1. Cela risque de créer un appel d'air

Le gouvernement suit jusqu'à présent cette logique. "A côté du "Wir schaffen das !" ("Nous y arriverons !") d'Angela Merkel, à propos de l'accueil des réfugiés, la mobilisation française a toujours fait pâle figure. La volonté de l'administration d'éviter tout "appel d'air", en aménageant l'intégration des réfugiés, a accentué le décalage avec le voisin allemand", notent Les Echos. Pour le démographe Cris Beauchemin, interviewé par Le Monde, si appel d'air il y a, "ils [les migrants] se dirigent d'abord là où ils ont des réseaux sociaux, puis vers le pays qui leur offre le plus d'opportunités économiques, dans la petite industrie ou les travaux agricoles par exemple".

2. Cela risque d'amplifier le chômage des Français

Lorsqu'un demandeur d'asile souhaite travailler, l'administration française peut lui interdire certains secteurs de métiers si elle juge que le niveau de chômage y est trop important. C'est le principe de l'opposabilité de la situation de l'emploi. Mais, comme le remarque un rapport de l'OCDE publié en novembre dernier, cité par La Croix, "pour les métiers dits en tension, où il n'y a pas assez de candidats, il n'y a pas d'opposabilité de la situation de l'emploi. Mais la liste de ces métiers, créée en 2008, n'a jamais été actualisée". Ce qui explique pourquoi, 7 ans après la création de cette liste, en 2015, seuls 15% des métiers étaient toujours en tension : les demandeurs d'asile avaient

donc accès à des postes où il y avait assez de postulants français. Par le passé, la France avait déjà décidé d'aller bien plus loin : "En 1991, le droit au travail [des demandeurs d'asile] avait été interdit, pour éviter l'effet d'annonce pour des flux de travailleurs potentiels", rappelle Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CNRS, dans une tribune publiée par Slate. Capital - 20.02

Propagande et imposture.

- Hollywood demande le retrait de l'étoile de Trump de son Walk of Fame - AFP 08.08

Le conseil municipal de West Hollywood, quartier de Los Angeles où se situe le célèbre Walk of Fame, a adopté à l'unanimité une résolution demandant à ce que l'étoile de Donald Trump soit retirée de la célèbre promenade touristique, a annoncé son maire mardi. AFP 08.08

Mais pas celles de John Wayne ou Ronald Reagan...

- Le cinéaste ukrainien Sentsov, emprisonné en Russie, a perdu 30 kg, selon son avocat - AFP 08.08

Le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, en grève de la faim dans une prison russe depuis près de trois mois, a perdu 30 kg et souffre de problèmes cardiaques, a annoncé mardi à l'AFP son avocat. AFP 08.08

C'est qu'il était obèse s'il n'est pas encore mort !

- La politique étrangère "éthique" du Canada sur la sellette - AFP 08.08

En mettant les droits de l'homme au coeur de sa diplomatie, le Canada s'est attiré les foudres de l'Arabie saoudite et risque de perdre quelques contrats juteux, conséquence d'une politique étrangère "éthique" qui ne fait pas l'unanimité. AFP 08.08

Pour l'Agence Française de Propagande de la guerre, c'est politiquement incorrect.

ACTUALITE EN TITRES

Chouette, une bonne nouvelle !

- 33,5 milliards - Liberation.fr 8 août 2018

C'est le montant, toujours astronomique, du déficit du commerce extérieur français au premier semestre, qui a été communiqué mardi. Liberation.fr 8 août 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Attaque au drone sur Maduro: un ex-chef de police municipale dit avoir joué un rôle - Reuters 8 août 2018

Un ancien chef d'une force de police municipale du Venezuela passé dans l'opposition affirme avoir participé aux préparatifs de l'attaque au drone piégé qui a visé samedi le président Nicolas Maduro.

Dans une interview accordée à Reuters à Bogota, la capitale colombienne, Salvatore Lucchese dit avoir orchestré avec la "Résistance" cette opération que le président vénézuélien, sorti indemne, a présentée comme une tentative d'assassinat.

Cette "Resistencia" est une association aux contours flous et sans structures formelles de militants anti-Maduro, de leaders étudiants et d'anciens militaires.

"Nous avons un objectif et sur le coup, nous n'avons pas été en mesure de le matérialiser à 100%", a dit Lucchese, sans préciser son rôle exact dans l'opération. "La lutte armée continuera", a-t-il poursuivi.

Un groupe méconnu, le "Mouvement national des soldats en tee-shirt", se réclamant lui aussi de la "Résistance", a revendiqué l'attaque. Lucchese a refusé de dire s'il était lié à ce mouvement.

Cet ancien chef de la police municipale de San Diego, dans l'Etat de Carabobo (centre), a fait parler de lui une première fois en 2014 pour avoir refusé de disperser une manifestation de l'opposition, un acte de désobéissance qui lui avait valu dix mois de prison.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès du ministère vénézuélien de l'Information sur les affirmations de Lucchese, qui a rompu cette année avec le parti d'opposition Volonté populaire, lui reprochant sa stratégie de dialogue avec le pouvoir Maduro.

L'opposition vénézuélienne a annoncé mardi soir qu'un parlementaire et une cheffe d'un mouvement de contestation étudiant avaient été arrêtés à Caracas par les services du renseignement.

Au cours du week-end, les autorités vénézuéliennes ont arrêté six personnes, dont un suspect recherché pour son implication dans une attaque contre une base militaire en 2017.

Lors d'un discours retransmis à la télévision mardi soir, Nicolas Maduro a fait référence à Salvatore Lucchese et estimé que ce dernier avait des liens avec le nouveau président colombien Ivan Duque, intronisé mardi.

"Un ancien chef de la police, membre de la droite vénézuélienne, a revendiqué d'être à l'origine de l'attaque. Il était aujourd'hui un invité spécial à la cérémonie d'investiture" d'Ivan Duque, a-t-il dit.

D'après les autorités vénézuéliennes, deux drones piégés à l'explosif ont été lancés samedi en fin d'après-midi lors d'une cérémonie militaire à laquelle Maduro participait dans le centre de Caracas. Le premier a été neutralisé par les forces de sécurité, le second a chuté sur un immeuble.

Le président vénézuélien a imputé l'attaque de samedi à des figures de l'extrême droite vénézuélienne et à leur soutien à l'étranger, accusant nommément le gouvernement colombien. Reuters 8 août 2018

1.2- Venezuela: Maduro accuse des députés de l'opposition d'implication dans l'"attentat" - AFP 8 août 2018

Au cours d'une longue allocution radio-télévisée, M. Maduro a présenté ce qu'il considère comme des "preuves" de la réalité d'une tentative d'assassinat contre lui.

Il a accusé l'ancien président du Parlement, l'opposant Julio Borges, actuellement en exil, d'être lié à l'attaque aux drones survenue samedi à Caracas pendant une cérémonie militaire.

Le président Maduro a dit s'appuyer sur des déclarations qui auraient été faites par des personnes, au nombre de six, arrêtées à la suite de l'incident.

"Toutes les déclarations pointent vers Julio Borges, qui vit dans une propriété à Bogota protégé par le gouvernement sortant de Colombie. Nous savons qu'il est assez lâche pour participer à ce genre d'événements", a affirmé M. Maduro.

Le président vénézuélien avait accusé dès samedi le président sortant colombien Juan Manuel Santos d'être derrière l'"attentat" contre lui. Une allégation rejetée catégoriquement par Bogota.

Mis en cause par M. Maduro, Julio Borges lui a répondu directement sur Twitter. "Ni le pays ni le monde ne croient à ta farce de l'attentat", a-t-il écrit. "Nous savons tous que c'est un montage pour nous poursuivre et pour nous condamner, nous qui nous opposons à ta dictature".

Selon la version des autorités vénézuéliennes, une tentative d'assassinat a été menée contre M. Maduro avec deux drones chargés d'explosif. Sept militaires ont été blessés.

Outre M. Borges, M. Maduro a aussi accusé d'implication dans l'"attentat" un député de l'opposition vénézuélienne, Juan Requesens.

Dans un témoignage filmé sur une vidéo que M. Maduro a diffusée, les noms de MM. Borges et Requesens ont été mentionnés par un militaire en retraite qui est l'une des personnes arrêtées après l'incident de samedi.

La formation d'opposition à laquelle M. Requesens appartient, Primero Justicia, a annoncé que ce député et sa soeur avaient été arrêtés mardi par le service vénézuélien du renseignement, le Sebin.

"Le député Juan Requesens et sa soeur Rafaela ont été capturés et frappés par 14 hommes du Sebin", a déclaré Primero Justicia sur son compte Twitter.

Rafaela Requesens a été libérée par la suite, selon sa famille.

Sur Twitter, M. Borges a condamné l'arrestation du député. "Nous dénonçons devant le monde l'abus injustifiable" commis contre Juan Requesens, "dont on a violé l'immunité parlementaire et qui a été emprisonné", a-t-il écrit.

Parallèlement à l'allocution de M. Maduro, le président de l'Assemblée constituante, Diosdado Cabello, numéro deux du régime chaviste, a annoncé que cette assemblée discuterait dès mercredi de "la suppression de l'immunité parlementaire de ceux qui sont impliqués" dans l'"attentat" contre M. Maduro. AFP8 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1-Italie

Italie: les populistes font adopter une loi controversée sur le travail - AFP 7 août 2018

Les populistes italiens au pouvoir depuis deux mois ont fait adopter mardi, sous le feu des critiques, leur première loi majeure qui ambitionne de réformer le marché du travail et de frapper les entreprises abusant de la flexibilité.

Dans la foulée de la Chambre des députés la semaine dernière, le Sénat a avalisé mardi le "décret-loi dignité", avec 155 voix pour, 125 voix contre et une abstention, donnant le feu vert définitif à un texte limitant le recours aux contrats à durée déterminée (CDD) et pénalisant licenciements et délocalisations.

Ce cheval de bataille de Luigi Di Maio, ministre du Travail et chef de file du Mouvement 5 Etoiles (M5S, antisystème), est sous le feu des critiques du patronat italien, ainsi que du Parti démocrate (PD, centre gauche).

"Citoyens 1 - Système 0", a tweeté mardi Luigi di Maio, triomphant. Et les sénateurs de sa formation ont qualifié de "révolution culturelle" ce coup porté au "fléau social qui s'appelle la précarité".

"Le ministre du Travail est depuis aujourd'hui le ministre du Chômage", a commenté pour sa part, l'ex-chef du gouvernement Matteo Renzi, l'homme fort du PD, sur les réseaux sociaux. "Grace aux géniales intuitions du ministre Di Maio, nous allons perdre 80.000 postes de travail", a-t-il dit, en reprenant un chiffre des services du gouvernement qui a fait polémique en juillet.

Selon le patronat (Confindustria), les nouvelles mesures vont décourager les investissements et limiter la croissance. Quant au tour de vis sur les CDD, il "risque d'avoir un impact négatif" sur le chômage.

L'Italie est confrontée à un chômage endémique, avec un taux de 10,9% en juin, qui monte à 32,6% pour les 15-24 ans, très au-dessus de la moyenne de la zone euro (16,8% en mai).

Concrètement, il ne sera plus possible de dépasser les deux ans en CDD, contre trois auparavant. En outre, les CDD se verront appliquer une charge de cotisations sociales croissante de 0,5% à partir du premier renouvellement, pour quatre renouvellements maximum.

Seules les personnes faisant le ménage ou s'occupant de personnes âgées sont exclues du dispositif.

Au delà de douze mois, les employeurs devront justifier la prolongation, par exemple pour un pic non prévu d'activité, une mesure source de recours en justice, prédit le patronat. En l'absence de justification valable, le CDD sera transformé en CDI.

Les entreprises ne pourront pas en outre totaliser plus de 30% d'emplois temporaires. Les indemnités pour licenciements abusifs sont également augmentées, tandis que les entreprises procédant à des embauches bénéficieront d'un bonus.

En mars 2017, le gouvernement de Paolo Gentiloni (PD) avait abrogé le dispositif des "vouchers", sortes de chèques emploi service censés lutter contre le travail au noir mais dont la généralisation avait entraîné de nombreux abus.

Le gouvernement populiste a souhaité les réintroduire de manière extrêmement restrictive dans l'agriculture (entreprises jusqu'à cinq employés) et le tourisme (jusqu'à 8 employés), pour dix jours maximum et pour les chômeurs, les étudiants et les retraités.

Cette mesure a été introduite par la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, qui partage le pouvoir avec le M5S, particulièrement à l'écoute des entrepreneurs du nord de l'Italie.

Toute entreprise ayant reçu une aide de l'Etat sera en outre tenue de la rembourser si elle délocalise son activité dans les cinq ans qui suivent. Si cette délocalisation a lieu en dehors de l'UE, l'entreprise devra rembourser de deux à quatre fois le montant de l'aide.

La loi comprend aussi une interdiction de la publicité des jeux de hasard, une disposition qui inquiète les milieux sportifs compte tenu du gros marché des paris sportifs.

Les sénateurs du PD se sont bruyamment opposés mardi à cette révision législative qui balaie le "Jobs Act", grande réforme du marché du travail de M. Renzi.

En vigueur depuis mars 2015, le Jobs Act avait introduit un contrat de travail à durée indéterminée à "protection croissante", qui permettait aux employeurs un licenciement plus facile pendant au moins trois ans mais dont l'impact réel a fait débat. AFP 7 août 2018

2- Inde

- Inde : des milliers d'ouvriers du thé en grève pour 50 centimes d'augmentation - LeParisien.fr 8 août 2018

50 centimes par jour, c'est le montant de la revalorisation salariale exigée par des centaines de milliers d'ouvriers dans les plantations de thé Darjeeling, dans l'Est de l'Inde.

Une augmentation qu'ils espèrent obtenir en se mettant massivement en grève. « Plus de 400 000 ouvriers de quelque 370 plantations participent à cette grève de trois jours » dans l'État du Bengale Occidental, a précisé Alope Chakraborty, président du comité central du syndicat des ouvriers du thé.

Pour l'heure, le salaire minimum journalier d'un ouvrier à la plantation est de 169 roupies (2,10 euros). Les syndicats demandent une augmentation de 20% à 203 roupies (2,60 euros).

La mousson, une période de choix pour les grévistes

Si la grève n'a pas encore eu d'incidence sur le travail dans les plantations, le répit risque d'être de courte durée. Les syndicats ont opportunément choisi de mener cette grève en période de mousson, quand la production atteint des sommets et que les pertes financières peuvent être colossales.

Gautam Dev, un ministre régional, s'est dit sensible à la question et en quête d'une solution pour revaloriser le salaire minimum des ouvriers.

Vestiges de la période coloniale britannique, les plantations de thé font régulièrement les gros titres de la presse indienne en raison des conflits salariaux et des mauvaises conditions du travail. LeParisien.fr 8 août 2018

Ici, à plus de 2.000 kilomètres au sud, le salaire minimum journalier est de 200 roupies pour une femme, entre 300 et 400 pour un homme.